INTERVENTION DE BRUNO DEVANT L'HOPITAL DE LOURDES
A L'OCCASION DE LA VENUE DE M CHASTEL LE 11 AOUT 2011-08-11

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs

Permettez-moi d'abord de vous remercier du fond du cœur d'avoir répondu une nouvelle fois à notre appel. Même si la période est peu propice au rassemblement de ce genre, vous montrez par votre présence tout votre attachement à l'hôpital public et aux principes immuables d'égalité et de solidarité dont il est le garant.
Vous le savez tous, nous nous battons depuis plus de trois ans contre le démantèlement annoncé des hôpitaux publics de notre département. Si nous avons combattu le projet de regroupement des hôpitaux de Lourdes et Tarbes à Lanne, c'est parce qu'il portait en germe le projet qui vient d'être rendu public par M Chastel, à savoir le regroupement des deux hôpitaux sur Tarbes.
Alors qu'il aurait fallu se battre tous ensemble pour défendre nos hôpitaux de proximité en mettant en place des coopérations leur permettant de survivre au problème de démographie médicale, certains ont pensé qu'en acceptant le regroupement des hôpitaux sur un site unique et en réduisant leur capacité d'accueil, on allait pouvoir sauver une structure publique à quelques kilomètres de Lourdes. Mais, comme on le craignait, une fois le projet médical et l'organisation générale de cette nouvelle structure bien avancés, M Chastel eu beau jeu d'invoquer le refus des cliniques privées à se délocaliser sur Lanne, pour décider que le nouvel hôpital serait construit à Tarbes. Cette dernière annonce faite en juillet en préfecture ne venait que valider nos analyses et les mises en garde que nous n'avons eu de cesse de répéter depuis 2008.
Alors que les indécis et beaucoup d'opposants rejoignent maintenant nos positions, il est grand temps de tirer les leçons du passé tout en préparant collectivement une réponse aux attaques sans précédent menées contre notre système de santé et l'ensemble des services publics par M Sarkozy et ses richissimes amis.
Dans ce contexte de régression sociale généralisée, le rôle tenu par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est la parfaite caricature de la politique autoritaire et injuste menée par un gouvernement tout entier sous la coupe du MEDEF et des grands intérêts privés. Son rôle est très simple : il doit supprimer le plus de fonctionnaires possible, tout en favorisant les intérêts du secteur privé.
Puisque M le Directeur de l'Agence de Régression Sanitaire et Sociale n'accepte pas de prendre en compte les revendications du peuple souverain, et refuse de faire appliquer le principe de l'égalité de tous devant l'accès aux soins, bafouant ainsi un des fondements de notre constitution, nos députés et nos sénateurs ont le devoir moral de refuser de travailler avec ce fossoyeur des hôpitaux publics de proximité.
Je demande donc solennellement à nos cinq parlementaires de refuser dorénavant de participer aux réunions organisées par M Chastel. Cet acte de résistance qui honorerait celles ou ceux qui auront le courage de le faire, pourrait même faire tache d'huile au niveau national. Puisque nous sommes à quelques mois de l'élection présidentielle et que le gouvernement actuel a confié le pouvoir sanitaire et social de toute une région à un seul homme, qu'il prenne l'entière responsabilité des décisions prises par celui qui le représente. M Chastel a déjà annoncé sa décision de rayer l'hôpital général de Lourdes de la carte hospitalière de notre département en regroupant sur Tarbes les maternités et les plateaux techniques. C'est son choix. En sachant que le sous financement des hôpitaux et le manque de médecins ne sont que les conséquences de choix politiques, les habitants de Lourdes et des vallées des gaves ne comprendraient pas que nos parlementaires puissent continuer à travailler sur un projet d'une maison médicale améliorée qui ne répondrait absolument pas aux besoins des populations et au développement économique de nos territoires. Surtout à quelques mois d'échéances électorales qui pourraient permettre un changement radical de la politique nationale de santé.

Mes amis, il est grand temps que nous nous organisions pour mettre fin à cette mascarade néo-libérale dont on constate tous les jours les conséquences dramatiques qu'elle a partout dans le monde. A force de privilégier les plus riches et de refuser aux moins favorisés l'accès aux plus élémentaires des biens communs que sont la santé, l'éducation, la justice, le logement ou les transports, nous nous dirigeons inexorablement vers une crise sociale majeure, dont les révoltes urbaines anglaises ne sont peut-être que les premiers signes visibles.

Mais comment faire, me direz-vous, alors que l'offre politique est si pléthorique et que des gouvernements centristes ou sociaux-démocrates européens, ont trahi sans vergogne tout l'espoir mis en eux en appliquant des politiques économiquement libérales et socialement injustes ?
La réponse se trouve peut-être dans ce petit livre. Elle est pour moi tout entière contenue dans l'appel des résistants aux jeunes générations, et nous ramène au programme du Conseil National de la Résistance, si cher à ces exemples parfaits d'intégrité et de courage que sont Stéphane Hessel et Raymond Aubrac.

Ce n'est pas un hasard si en octobre 2007, quelques mois après l'élection de M Sarkozy, Denis Kessler, ancien vice président du MEDEF avait tenu à préciser la mission du gouvernement nouvellement élu. Je le cite : "Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance [...] le gouvernement s'y emploie."

Pour terminer, permettez-moi de vous lire le texte de l'Appel des résistants aux jeunes générations. Pour moi, ce texte devrait être inscrit intégralement dans tous les programmes des partis politiques réellement soucieux de l'intérêt général et défenseurs acharnés du triptyque républicain : Liberté, Egalité, Fraternité.

Les 13 signataires de cet appel lancé le 8 mars 2004 sont ou étaient issus des différents réseaux de résistance de la France Libre. Honneur à :
Lucie Aubrac, Raymond Aubrac, Henri Bartoli, Daniel Cordier, Philippe Dechartre, Georges Guingouin, Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant, Maurice Voutey